

## Après les municipales, le blairisme à bout de souffle ?<sup>1</sup>

**Les élections municipales en Angleterre ont peut-être signifié la fin politique de Tony Blair. Le gouvernement de Sa Majesté et le Premier ministre lui-même n'ont jamais paru à ce point fragilisés. Les scandales se succèdent. La colère sociale se durcit dans les services publics. Et une fronde divise durablement le Labour Party. Ambiance de fin de règne.**

« Blair a été puni dans les bureaux de vote », titrait le *Daily Telegraph* au lendemain des élections locales du 4 mai. Le Labour a perdu plus de 220 sièges. Le voilà en troisième position, loin derrière les conservateurs et les libéraux-démocrates. A la mi-mars, déjà, *The Economist* s'offrait pleine page, un titre spectaculaire et iconoclaste : « Les derniers jours de Tony Blair ». « Si le Premier ministre ne pense pas à s'en aller, il le devrait » écrivait l'hebdomadaire des milieux d'affaires britanniques qui craint qu'un leader de plus en plus critiqué, y compris au sein de son propre parti, ne puisse poursuivre son programme de réformes dans l'éducation, la sécurité sociale ou les retraites. *Has been*, M. Anthony Blair ? Le chef du gouvernement de Sa Majesté a répété depuis lors qu'il ne céderait sur rien et ira jusqu'au bout de son troisième mandat. On connaît sa morgue et l'épaisseur de son cuir. Et pourtant... Il tente de sauver les meubles, essaie de durer.

C'est à un véritable gymkhana que se livre le leader néo-travailliste pour éviter les obstacles qui se dressent sur sa route. Côté gaudriole, voilà que le vice-Premier ministre John Prescott a admis avoir entretenu une liaison avec sa secrétaire. Bon, il n'est pas le premier à planter un couteau dans le contrat de mariage. L'ennui, outre que sa femme bafouée est très fâchée et très populaire, c'est que le même Prescott avait joué autrefois les pères la vertu en s'en prenant vertement aux frasques sexuelles des conservateurs à l'époque au pouvoir, au début des années nonante. Le problème, c'est surtout que le ministre était, parmi les personnalités travaillistes de premier plan, la caution de Tony Blair auprès de la gauche et des syndicats. Il a donc été remercié et remplacé.

Au même moment, c'est un autre pilier de l'équipe gouvernementale qui était pris dans la tourmente. On a ainsi appris que, depuis 1999, plus de 1000 détenus étrangers qui devaient être expulsés du Royaume-Uni à l'issue de leur peine, ne l'ont pas été et, pour une bonne partie d'entre eux, courent les rues. Dont quelques charmantes natures condamnées pour meurtre, actes de pédophilie ou pour viol. Et apparemment, le « dysfonctionnement » s'est poursuivi jusqu'à aujourd'hui. A ce point, comme l'a révélé la justice voici quelques jours, que plusieurs d'entre eux ont commis de nouveaux crimes. Des médias ont aussitôt exigé la démission du ministre de l'Intérieur Charles Clarke, cet adepte, pourtant, des mesures ultra-sécuritaires qui se moque ouvertement des avocats et des juges inquiets de ces dérives. Qui a offert de démissionner mais trouvé belle et noble protection auprès de son suzerain. Blair a bien parlé de « fiasco systématique » et jugé l'affaire « profondément regrettable », mais aussi estimé que les ministres concernés avaient fait leur travail, tout en mesurant son soutien à M. Clarke avant de lui retirer ses attributions tout en le maintenant au poste de vice-Premier.

Mais il a fait le gros dos, comme quand la ministre de la Santé Patricia Hewitt doit faire face à la colère des infirmières, victimes de compressions d'emplois pratiquées à la hache : 13 000 postes de travail sont promis à la casse. En cause, le surendettement des hôpitaux publics. Mme Hewitt, tout en déclarant que ce service « n'a jamais été en aussi meilleur état », a dû mettre un coup d'arrêt à de nouveaux hôpitaux construits dans le cadre d'un partenariat avec le privé, d'ailleurs contesté à gauche. Plus généralement, c'est tout son programme de réformes des services publics qui est vivement mis en cause.

---

<sup>1</sup> Analyse parue dans le N° 267 du *Journal du mardi*, 9 mai 2006.

## Impopularité

Tout cela survient à un bien mauvais moment pour le New Labour. Son taux d'impopularité a atteint des niveaux sans précédent depuis près de 20 ans. Récemment, 57% des Britanniques estimaient le gouvernement « *louche et incompétent* ». 64% désapprouvent son action. L'opposition conservatrice, les libéraux-démocrates et l'extrême droite y trouvent de quoi s'aiguiser les dents. Le chef des conservateurs, David Cameron, a parlé de « *la perte terminale d'autorité de Tony Blair (ses) années touchent à leur fin, il ne pourra pas se rétablir.* »

En arrivant au pouvoir en 1997, Tony Blair s'était fait le champion de la probité. Mais récemment le système des « *honneurs contre paiement* » (ou comment anoblir de généreux businessmen acquis à la cause très libérale du New Labour) mettait au jour un système de financement du parti fort peu légitime. Et on ne parlera pas de la coupe de cheveux de Cherie Blair facturée 11 000 euros au Parti travailliste durant la dernière campagne des législatives. Ni du don que Silvio Berlusconi aurait consenti au mari du ministre de la Culture, Tessa Jowell... De quoi faire le régal des tabloïds.

Mais c'est aussi en matière de droits démocratiques que le gouvernement est mis en accusation. Récemment Amnesty International a accusé la Grande-Bretagne de porter gravement atteinte aux droits de l'homme et Tony Blair d'avoir « *brisé sa promesse* », faite en 1997, de les promouvoir. A la mi-avril, un homme a été interpellé par la police parce qu'il portait un tee-shirt avec le slogan « *Arrêtez Bush et Blair comme criminels de guerre* ». A Londres, une jeune femme a été inculpée pour avoir lu, dans la rue du Premier ministre, les noms des soldats britanniques tués en Irak. Ainsi est visé le « *comportement antisocial* » des jeunes. Et cela, dans le cadre des mesures sécuritaires qui se succèdent depuis septembre 2001 et criminalisent des milliers de citoyens.

## Economie en berne

Ces scandales et la morgue de M. Blair fragilisent d'autant plus ses positions que de lourds nuages planent sur l'économie britannique. Baby Tatcher donne volontiers des leçons à l'Europe en brandissant les statistiques du chômage en Grande-Bretagne qui font état d'un taux de 5%. Mais on dit moins que ce chiffre ne tient pas compte du 1,7 million de personnes considérées comme « *inaptes* » au travail. Et l'on n'évoque guère plus ces postes temporaires, précaires et mal payés qui réduisent des millions de personnes à une vie difficile.

Gordon Brown, le ministre des Finances, met à son bilan personnel d'avoir un tantinet adouci le sort des plus défavorisés par des crédits d'impôts. Mais la politique qu'il couvre a surtout fait exploser les revenus des plus riches. Les relations sociales sont empoisonnées par les inégalités. Signe des temps, chaque année, 100 000 fuient leur famille.

Gordon Brown trépigne d'impatience pour accéder au 10, Downing Street. Mais le bilan de celui que Blair qualifiait l'an dernier de « *sans doute le meilleur chancelier depuis cent ans* » ne peut plus guère prétendre à un bilan glorieux sur le plan macroéconomique.

Voici peu, *Le Monde* se posait la question : « *Gordon Brown a-t-il perdu la baraka ou, plus gravement, a-t-il perdu la main ?* » Le fait est qu'après des années brillantes, la croissance britannique s'essouffle : 1,8% contre 3,2 un an auparavant. Le plus bas niveau depuis 1992. Pourquoi ? De l'avis des économistes, la consommation des ménages, gravement surendettés pour avoir fait confiance au discours gouvernemental, est en chute libre. On a appris à la fin du mois d'avril que deux millions de personnes se sont personnellement endettés au-delà d'un montant de 14 000 euros dans un pays où

les banques rivalisent d'offres de crédit. Les investissements privés sont en chute libre, notamment dans le secteur productif. D'où une reprise du chômage.

Les mesures que préconise Gordon Brown pour sortir d'un déficit budgétaire supérieur depuis trois à 3% du produit intérieur brut ne risque pas d'améliorer les choses : hausses d'impôts et forte baisse des dépenses de l'Etat, notamment des investissements publics.

Tony Blair aborde la dernière étape de son mandat dans des conditions hasardeuses. Electoralement fragilisé, il n'est guère plus conforté sur la scène parlementaire. Le mois dernier, sa réforme de l'éducation n'est passée que grâce à des députés conservateurs, une bonne partie de ses troupes votant contre. Le débat aux Communes n'est pas terminé et le syndicat enseignant a lancé une campagne de défense de l'école publique contre la privatisation. De plus en plus isolé, il paye à retardement le prix d'une politique qui alimente le désarroi d'un électorat déboussolé, a privilégié les riches et encouragé la spéculation financière. Blair a perdu la confiance d'une grande partie des électeurs traditionnels du Labour en misant sur des classes moyennes bien plus volatiles et aujourd'hui largement plongées dans le doute. Du coup, c'est le blairisme, sa supposée « troisième voie » qui en prennent un sacré coup.

Le cinéaste Ken Loach a déclaré : « *Le parti travailliste est devenu la voix du capital. Le New Labour a été seulement la dernière étape dans cette transformation.* » C'était en... 2003 et la formule est peut-être un peu ramassée. Mais si les conservateurs tories devaient tirer les marrons du feu lors des prochaines législatives, M. Blair pourra toujours se consoler en décrochant un joli poste dans le conseil d'administration d'une multinationale. Comme l'Allemand Gherard Schröder. Ou ses prédécesseurs conservateurs.